

S'appuyer sur le discours de Lordon pour amorcer un discours révolutionnaire

Depuis qu'il a signé l'appel à manifester le 29 novembre contre l'état d'urgence (<https://www.change.org/p/la-rue-bravons-l-etat-d-urgence-retrouvons-nous-le-29-novembre--lace-de-la-republique>), Frederic Lordon est partout : dans la presse, dans les AGs, dans les manifs ainsi que dans les mouvements non encadrés politiquement et désignés comme « citoyens » tel la #NuitDebout.



Ses nombreuses apparitions, si elles apportent une très nette politisation des contenus montrent cependant certaines limites tant son positionnement politique n'est pas explicite. De fait, il ne s'agit pas ici d'attaquer son discours mais plutôt d'y trouver les points d'appui qui nous permettront d'avancer des revendications révolutionnaires dans les espaces de lutte.

S'il est partout, il est difficile de savoir où il est précisément

Économiste, directeur de recherche au CNRS, philosophe (Spinoziste), auteur de nombreux ouvrages, correspondant intense du Monde Diplomatique, proche notamment de Eric Hazan et François Ruffin, Lordon fait partie des rares intellectuels français actuels à se situer et à se positionner politiquement à ce qu'il est commun d'appeler l'extrême gauche. Depuis quelques mois, nous pouvons constater une multiplication de ses interventions publiques, lui permettant de mettre en avant un discours nettement anticapitaliste.

Si son implication dans les mouvements contestataires est une bonne chose tant sa notoriété sort progressivement du milieu militant, il faut néanmoins reconnaître que son omniprésence conduit à une certaine perte de repère.

Depuis sa participation à l'appel à braver l'état d'urgence le 29 novembre, Lordon signe des articles et des papiers commun à tour de bras : soutien à « l'action de rue » (<https://lundi.am/Ecrivains-et-intellectuels-soutiennent-l-action-de-rue-contre-la-loi-travail>), « nous ne revendiquons rien » (<http://blog.mondediplo.net/2016-03-29-Nous-ne-revendiquons-rien>), « nous nous foutons de la loi El Khomri » (<http://www.dailymotion.com/video/x40ymf3>).

De plus, dans ses nombreuses interventions sur les lieux de luttes, comme lors des AG de la #NuitDebout (<https://www.youtube.com/watch?v=3IrACAg48OU>) ou au

#ReveilDesBetteraves à Amiens (<https://www.youtube.com/watch?v=BKOYDoTq4W4>), les mots d'ordre se succèdent avec un certain écho : convergence des luttes, fin de la propriété capitaliste des moyens de production, ré appropriation de la Constitution.

A première vue, s'il s'agit de revendications révolutionnaires, nous nous apercevons en creusant un peu, que, par manque d'affirmation politique, elles s'inscrivent plutôt dans le milieu contestataire actuellement à la mode : le milieu autonome.

Entendons-nous bien : Lordon, Ruffin, Hazan et compagnie, par leur implication dans le mouvement contre la loi El Khomri et plus largement dans la contestation anti capitaliste de la société, ont permis de massifier le mouvement, en lui donnant une nouvelle forme que nous ne pouvons que soutenir : celle de la valorisation de l'auto organisation hors des structures politiques classiques.

Pourtant, à trop espérer la création d'un mouvement massif sans en définir clairement le rôle, les limites de ces discours apparaissent.

Tout le monde n'est pas communiste révolutionnaire.

« Et pour que ça pête un bon coup, il faut que nous arrêtons de dire ce que nous ne voulons pas, il faut que nous commençons à dire ce que nous voulons : [...] fin de la propriété lucrative des moyens de productions ». Pour qui sais écouter, les choses sont claires : c'est un appel à renverser le système capitaliste qui repose sur la propriété privée.

S'il est évident, et bien trop rare pour ne pas dire inexistant dans les discours partisans ou syndicaux, qu'il faille mettre en avant ce que nous voulons, il est aussi évident qu'il faut dire comment y parvenir. Voilà le point central.

De fait, nous ne pouvons pas critiquer la volonté certaine de Lordon de s'impliquer de façon importante dans la lutte qui se dessine. Au contraire, nous applaudissons ses interventions, et estimons qu'elles sont nécessaires. Cependant, nous ne pouvons nous contenter de cela, et c'est pourquoi nous proposons non pas de nous servir de cette brèche ouverte mais d'y *participer*, en tant que militant-e-s révolutionnaire, afin de porter un discours clair et précis, dans le but d'insérer la réflexion révolutionnaire indispensable pour un renversement du capitalisme.

Deux points d'appuis nous semblent opportuns : celui de la remise en cause de la propriété privée des moyens de production et celui de la réécriture de la Constitution.

Abolir la propriété privée est une condition à la chute du capitalisme.

Dans le cas présent, il convient de constater que les moyens de productions (les usines, les raffineries, les zones d'extraction des matières premières, les zones de production

d'énergie, les terres etc) sont aux mains d'une minorité possédante qui en tant que tel cherche sans cesse à en maximiser les profits. Aidés par les gouvernements et les banques qui font partie de la même classe dirigeante et qui cherche donc à protéger ses intérêts, ces possédant-e-s s'enrichissent en premier lieu par l'exploitation des travailleur-e-s.

Cette main mise sur les moyens de production grâce à la propriété privée permet aux capitalistes de tenir les travailleur-e-s sous leur coupe par le chantage au salaire bien que celles/ceux ci soient les seules forces productives.

A partir de ce moment là, nous voyons que le pouvoir réel est aux mains de celles et ceux qui font fonctionner l'industrie, sans qu'aucun-e capitaliste ne puisse s'enrichir et donc maintenir sa domination.

L'une des tâches des militant-e-s révolutionnaire est d'appuyer sur ce point spécifique afin de faire prendre conscience aux opprimé-e-s qu'elles sont une force capable de faire plier un système par la détermination politique de leur organisation. Ainsi, mettre en avant la rupture avec la propriété lucrative des moyens de production doit s'accompagner de la mise en avant des moyens pour y parvenir :

- création de comités ouvrier-e-s dans les lieux de travail par les exploité-e-s eux/elles même qui, en établissant un rapport de force favorable permettra dans un premier temps de faire pression et sur le patronat et sur les directions syndicales bureaucratiques
- occupation des lieux de travail avec pour revendication l'autogestion par les ouvrier--s des moyens de productions, avec la mise en place de caisse de grève pour la subsistance du mouvement
- appel à la grève générale qui elle seule permet de paralyser l'économie et donc d'affronter la domination du capital dans son ensemble

Ni République bourgeoise, ni République sociale : gouvernement des travailleur-e-s

Dimanche 3 mars, la ré écriture de la Constitution à été votée à une large majorité lors de l'AG de la #NuitDebout. Si l'intention semble bonne, notamment lorsque que furent distribué des cahiers dans le but d'en faire des objets de doléance, elle pose de nombreuses questions, dont une en particulier : à qui seront distribuées ces centaines de propositions ?

S'il s'agit de distribuer tout ceci aux mêmes qui nous exploites et nous opprimes, cela signifie simplement que nous légitimons toujours leur pouvoir, que nous nous remettons à elles eux en leur soumettant nos doléances. Il est impossible d'affirmer que c'est ce qui à été pris en compte dans l'engouement suscité par une telle annonce.

Nous pouvons cependant affirmer une chose : si nous voulons nous réapproprier la Constitution comme le propose Lordon (<https://www.monde-diplomatique.fr/2016/03/LORDON/54925>), cela ne pourra passer que par le renversement de la bourgeoisie. La République sociale apparaît donc comme un idéal qui, soyons-en certain-e, ne pourra être appliquée faute du renversement des institutions capitalistes.

De fait, travailler à une réécriture sans travailler aux moyens de l'appliquer est aussi stérile qu'une terre agricole ayant subi 30 ans d'agro-chimie.

C'est ici que se dessine une des autres tâche des militant-e-s révolutionnaire : appeler dans chaque lieux où cela est possible à une orientation révolutionnaire de la lutte. Pour cela, nous devons nous appuyer sur les interventions déjà politisées de certain-e-s camarades, afin de les approfondir.

- le mouvement qui se développe est effectivement sorti des revendications premières qui l'on vu naître, à savoir le retrait de la loi El Khomri. Partout, des luttes ont lieu non plus contre une loi gouvernementale mais contre un système dans son ensemble. De fait, la convergence des luttes est réelle et porteuse d'espoir et c'est à quoi il faut continuer de travailler.

- nous ne voulons ni ne pouvons discuter ou négocier avec les exploitants. Il s'agit de s'organiser face à elles/eux avec un objectif politique clair : celui de les renverser. Pour cela, il faut s'appuyer sur les propositions annoncée plus haut, à savoir l'auto organisation des exploité-e-s sur leur lieux de travail, d'études ou encore dans les espaces publics.

La conclusion n'est que l'introduction

Il y a un mois, nous désespérions de ne pas connaître de mouvements contestataires, malgré les attaques répétées du gouvernement et du patronat (loi renseignement, loi Macron, Etat d'urgence...).

Aujourd'hui, sans pour autant être naïf-ve-s, nous ne pouvons que constater qu'un vaste mouvement de lutte émerge et au sein duquel les moyens d'actions et les revendications se radicalisent.

Face aux mobilisations massives, le gouvernement panique et, dans une simple logique de protection de son pouvoir, utilise ses flics ultra violents avec la volonté de régner par la peur.

De fait, le mouvement actuel, s'il continue à se développer, peut être une étape décisive dans le renouveau de la conscience de classe et des organisations de la classe ouvrière et peut permettre de regrouper largement les révolutionnaires. Il a déjà porté de premiers fruits et il peut constituer une victoire historique sur les exploités et leurs

larbins.

- Suite à la grande journée du 31 mars, auto-organisation des jeunes et des travailleur-e-s !
- Combat contre les bureaucraties syndicales ! Extension des revendications !
- Élargissement du mouvement, inclusion des minorités opprimées et lutte contre toutes les oppressions !
- Grève reconductible interprofessionnelle ! Grève générale jusqu'au retrait !

Tristan Daul, le 6 avril 2016